

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1023

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour une nouvelle coopération européenne

Dans un orphelinat près de Cluj, en Roumanie, une salle de gymnastique est pleine jusqu'au plafond de cartons et de palettes de vivres. Une partie de cette aide sera encore sur place dans une année — mais ne sera plus consommable — à cause de l'absence d'un réseau efficace de distribution. Une autre partie aura servi à alimenter le marché noir qui, lui, fonctionne relativement bien, avec pour effet d'enrichir et de renforcer le pouvoir des trafiquants et de la mafia locale. Des querelles se font jour entre les habitants de la ville et l'orphelinat, les premiers accusant le second de se servir dans les cartons et de tout garder pour lui. Quant à l'incessant trafic en provenance de l'Ouest, il a pour l'instant surtout contribué à l'inflation du bakchich nécessaire pour passer la douane, abréger un contrôle routier, louer une chambre dans un hôtel ou obtenir n'importe quel service. Les échos en provenance d'URSS ne permettent hélas pas d'imaginer que la situation y soit très différente.

Il faut avoir le courage de dire publiquement l'échec de cette coopération qui reste au niveau du soulagement des consciences et il importe désormais de changer d'échelle. Nous ne pouvons plus nous contenter d'envoyer nos surplus, ce qui ne sera pas source de privations. Il faut consentir à renoncer à une partie de ce qui nous est cher: notre abondance. La désorganisation des pays et le désespoir de leurs populations est tel que l'intervention ponctuelle est inutile. Tout est à reconstruire: les réseaux en tous genres, des routes aux téléphones en passant par les égouts, les chemins de fer et la distribution d'énergie. Prendre en charge la construction de routes est inutile si le carburant manque pour transporter les vivres; envoyer des experts agricoles ne sert à rien si les pièces détachées pour les tracteurs font défaut. Et ainsi de suite.

Les pays d'Europe de l'Ouest doivent se concerter et, en accord avec ceux de l'Est, «parrainer» chacun une région ou un pays, à l'image de l'Alle-

magne, qui œuvrait certes sur un terrain presque idéal. Opération délicate qui doit se faire dans le respect de la dignité des populations aidées et sans imposer nos modèles dont certains ont déjà montré leurs limites. Et comme en Allemagne, cela coûtera cher. Nous devons être d'accord de freiner la construction chez nous pour transférer des ressources humaines et techniques là-bas; la Suisse devra «manquer» de cinq cents ou mille ingénieurs, professeurs et experts de haut niveau qui participeront à cette reconstruction et assureront la formation de quelques milliers de frères européens. Et nous devons accepter d'augmenter de un ou deux points la TVA à venir pour donner à l'Etat les moyens financiers de cet ambitieux programme.

Cette coopération, bien sûr, ne saurait être inconditionnelle. L'intervention armée en Lituanie vient cruellement nous rappeler la fragilité d'un processus démocratique et une aide ne saurait avoir pour destinataire un pays qui viole le droit international.

L'alternative à ce programme consiste à nous préparer à recevoir des émigrants. En étant conscient qu'à partir d'un certain nombre, la situation ne pourra plus être maîtrisée par une procédure d'octroi individuel de l'asile ni par un bouclage des frontières. En regard de la force de l'aimant occidental sur les Européens de l'Est, le projet d'initiative des Démocrates suisses présenté la semaine dernière par Markus Rütli est touchant de naïveté. Car ce n'est guère qu'un ou deux jours de train qui séparent l'eldorado imaginé de l'Ouest du tohu-bohu de l'Est; et nous ne pourrions sans autre refouler les ressortissants de pays en faveur desquels nous sommes intervenus dans les conférences internationales pour qu'ils obtiennent le droit de voyager librement.

Une chose est sûre: dans un cas comme dans l'autre il faudra que la riche Suisse troque sa Mercedes contre une voiture plus petite. Et surtout, qu'elle accepte de n'être plus seule à bord.